EN GRÈVE DEPUIS PLUS DE 40 JOURS ET FAUTE D'ÉCOUTE

Les travailleurs de BCR de Bordj-Menaïel montent aujourd'hui à Alger

A moins d'une solution de dernière minute, les 285 travailleurs de l'Orfee de Bordj-Menaïel wilaya de Boumerdès, filiale du Groupe BCR (boulonnerie, coutellerie et robinetterie) de Sétif, sont décidés à rejoindre Ben Aknoun, à Alger, pour protester devant le siège de la Fédération mécanique.

«Depuis que nous sommes en grève, le P-dg du Groupe et le P-dg de la filiale Orfee refusent le dialogue alors que notre filiale a perdu jusqu'à maintenant 27 milliards de centimes à cause de cette grève. De plus, en ce mois de piété et de solidarité, les responsables de l'entreprise nous ont laissés sans salaire. Il a fallu l'intervention du wali de Boumerdès pour que l'on nous accorde une avance sur salaire».

Ce dimanche à notre arrivée vers 9h30 du matin, devant l'usine de Bordj-Menaïel, la majorité des membres de la section syndicale de l'Orfee étaient déjà partis à Alger. Ils ont été convoqués par les responsables de la fédération lesquels veulent, sans doute, éviter cette virée des protestataires vers la capitale. Ce sont deux responsables syndicaux, Merzak Khelfi et Saïd Tihich, restés sur place qui nous ont expliqué les griefs retenus contre leurs dirigeants et leurs revendications.

Les grévistes exigent la confirmation des 112 travailleurs dans leurs postes. «Certaines sont temporaires depuis 4 ou 5 ans. Or, notre Convention collective impose cette confirmation au bout de 2 années de travail. Nous avons un ingénieur qui occupe deux postes dont l'un comme chef de service alors qu'il est temporaire.»

Il y a également le non-versement, depuis 7 mois, des 2% aux œuvres sociales. «Comme argument, le P-dg affirme que l'ancien Comité de participation a laissé une dette de 17 milliards de centimes. C'est lui-même et les anciens responsables du comité de participation, partis à la retraite, qui distribuaient des primes en diverses occasions pour acheter la paix sociale, maintenant il veut nous faire payer la facture.»

Le partage de la cagnotte générée par le bénéfice de l'Orfee scandalise au plus haut point les travailleurs. «Nous avons fait un bénéfice de 15 milliards. 4 hauts dirigeants de l'entreprise se sont partagé 26% de ce bénéfice, soit 3 milliards, et nous, les producteurs, nous n'avions droit qu'à 6%. Chaque travailleur n'a reçu que 25 000 dinars.» Pour rappel, les mêmes travailleurs ont observé une grève en 2016. «A l'époque, suite à un accord, une revalorisation de nos salaires de 12% nous a été accordée. Mais en réalité nous n'avons été augmentés que de 7%.» Mais le drame pour les travailleurs de l'ex-BCR de Bordj-Menaïel, un véritable bijou industriel dans le secteur de la coutellerie haute gamme – certains services sont argentés —, la robinetterie et les extensivité de cuisine de haute qualité, c'est le manque d'investissement. «Il n'y a plus d'investissements. Les responsables ne pensent qu'aux chiffres d'affaires à réaliser pour se partager le bénéfice au lieu de l'investir», disent en chœur les grévistes.

Nous avons en effet constaté lors de la visite du wali de Boumerdès, suivie au mois d'avril – avant les élections législatives — par celle du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales que certaines machines sont, à vue d'œil, vieillissantes.

Des travailleurs nous ont confié, à l'époque, que certains équipements datent des années 1970. Nous avons voulu en savoir plus sur ce chapitre et les revendications des travailleurs de cette unité. Nous avions demandé à être reçus par l'un des responsables. Comme à leurs habitudes – ce n'est pas la première fois que nous rencontrons un refus — ces dirigeants restent de marbre, fonctionnant d'une manière opaque et refusent de communiquer sur une entreprise appartenant à la collectivité nationale. Ont-ils peur de questions dérangeantes ? Ont-ils des choses à cacher ?

Abachi L.

BOUMERDÈS

Les travailleurs des carrières de Kherrouba et Keddara ferment le siège de la Wilaya

Des dizaines de travailleurs des 14 carrières en activité dans les communes de Kherrouba et Keddara, au pied du massif de Bouzegza, dans le centre de la wilaya de Boumerdès, ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya pour exiger la réouverture de la RN 29.

Selon eux, cet axe routier, vital pour l'acheminement de la production de ces carrières est fermé depuis le 3 mars 2017 par les habitants de Benmerzouga, importante agglomération du Sud-Est de la commune de Boudouaou.

«Les habitants de cette localité avaient exigé la réparation de cette route. Celle-ci, a été réalisée. Lorsque nous sommes venus le 17 mai, le secrétaire général avait pris l'engagement de la réouverture de cette route une semaine plus tard. A ce jour, rien n'est fait», nous a affirmé un manifestant se disant travailleur dans l'une des 14 carrières. Selon ce dernier, en réalité c'est 4 ou 5 habitants de Benmerzouga qui persistent dans cette action qu'il juge illégale. D'après lui, ces personnes seraient manipulées par des propriétaires de carrières ayant des accès plus difficiles, et qui rencontrent des difficultés pour écouler leurs agrégats. Pour le représentant des travailleurs de la carrière de l'entreprise publique l'ENOF, c'est entre 1 200 à 1 500 chefs de familles qui travaillent dans les 14 carrières qui sont réduits au chômage et qui ne sont plus payés. «Même l'approvisionnement en marchandises et denrées alimentaires transportées par camions vers les deux communes est coupé», affirment les manifestants.

A. L.

RELIZANE

Un village sans transport

Les habitants du village Chehaïdia, situé non loin de la zone de Sidi Khettab,à l'est de la daïra de Hmadna, souffrent terriblement du problème de transport. Aucun bus, minibus ou autres véhicules de transport en commun, ne desservent cet espace qui semble être marginalisé et exclu du plan de transport.

Aucune ligne de transport n'existe apparemment dans les parages et personne ne sait pourquoi les choses se sont développées pour atteindre un point aussi étouffant. Pour rejoindre le centre du chef-lieu de la daïra, les habitants infortunés de Chehaïdia gâchent la journée en attendant un taxi assurant la ligne Hmadna-Oued Djemaâ (chef-lieu de commune).

A signaler au passage que pour rejoindre le village, les jeunes et moins jeunes doivent traverser à pied l'espace qui longe l'oued el Melh, pour arriver à destination. Ce qui n'est pas évident surtout pour les jeunes lycéennes, écoliers et écolières, notamment durant la période scolaire.

A. Rahmane

PROTECTION DE L'ENFANT À MOSTAGANEM

9 mineurs victimes de violences sexuelles

Le bilan des constats d'échec en matière de protection de l'enfant est en nette baisse par rapport à la même période de l'année dernière dans la wilaya de Mostaganem.

Au 31 mai 2017, le service de la médecine légale a enregistré 9 cas d'agressions sexuelles survenues surtout dans des zones rurales alors que 84 agressions sexuelles sur des mineurs (es) ont été répertoriées par le service de la médecine légale durant l'année 2016 à Mostaganem.

Un calcul rapide rend les chiffres suivants : 4 cas d'attentat à la pudeur, 1 viol, 2 affaires d'incitation de mineurs à la débauche et 2 cas de pédophilie. Des délits aussi graves les uns que les autres et punis par la loi.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des cas non déclarés. Le pire est que ces franges mineures souffrent en silence étant donné que 60% de ces abus sont perpétrés dans un cadre familial.

Les statistiques révèlent que les violences sexuelles sont définies par le fait de forcer ou d'inciter (un mineur) à prendre part à une activité sexuelle.

Cela constitue une atteinte à son intégrité physique et psychique, le mineur n'ayant pas la maturité et le développement suffisants pour en comprendre le sens, ni les conséquences.

Un mineur est défini selon le code pénal comme une personne âgée de moins de 18 ans.

Toutes les infractions sexuelles sont punies par la loi telles que les viols, les attouchements sexuels, les atteintes sexuelles sur mineur sans violence, contrainte ni menace ou de simples propositions, quelle qu'en soit la teneur faite via internet par un adulte sur un mineur et la corruption de mineur qui est une forme d'incitation à la débauche et enfin, le recours à un(e) prostitué(e) mineur(e).

A. B.

Communiqué de la SNTF

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a le plaisir d'informer son aimable clientèle de la reprise du trafic ferroviaire voyageurs et marchandises d'Alger vers l'est du pays à compter du lundi 5 juin 2017.

A titre de rappel, cette reprise intervient après la fin des travaux de la phase ayant nécessité l'interception de la voie.

La SNTF remercie sa clientèle pour leur compréhension et fidélité et les informe qu'elle ne ménagera aucun effort pour l'amélioration du service.

Pour plus d'informations, merci de nous contacter : Tél. : 021 71 15 10/021 71 15 10 ou consulter notre site web : www.sntf.dz